



## PRÉFET DE VAUCLUSE

Direction départementale  
de la protection des populations  
Service prévention des risques techniques  
Courriel : ddpp@vaucluse.gouv.fr

Avignon le **21 AOUT 2020**

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

**instituant des servitudes d'utilité publique sur l'ancien site exploité par la société  
CHIMIREC MALO – site du Coudoulet à Orange (84 100)**

LE PRÉFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le code de l'environnement, notamment son titre 1er du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'article L. 515-12 du code de l'environnement prévoyant la possibilité d'instaurer les servitudes d'utilité publique prévues aux articles L. 515-8 à L. 515-11 ;
- VU** les articles R. 515-31-1 à R. 515-31-7 du code de l'environnement, concernant les dispositions applicables aux installations susceptibles de donner lieu à servitudes d'utilité publique ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;
- VU** l'ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire ;
- VU** le décret du 09 mai 2018, publié au journal officiel du 10 mai 2018, portant nomination du préfet de Vaucluse - M. Bertrand GAUME ;
- VU** le décret n° 2020-383 du 1er avril 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19 ;
- VU** le décret n° 2020-453 du 21 avril 2020 portant également dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19 ;

- VU l'arrêté préfectoral modifié du 07 mai 1993, autorisant la société TTC MALO à exploiter un établissement de traitement de déchets sur le territoire de la commune d'Orange (84 100) ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 janvier 1995 actualisant les prescriptions contenues dans l'arrêté d'autorisation du 07 mai 1993 délivré à la SARL TTC MALO à Orange (84 100) ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° SI2004-06-18-0010-PREF du 18 juin 2004 portant modification de l'arrêté préfectoral du 07 mai 1993 et prescrivant à la société TTC MALO une mise à niveau de la plateforme de compostage de boues de STEP exploitée au lieu-dit « Coudoulet Ouest » à Orange (84 100) ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013049-0007 du 18 février 2013 portant modification des conditions d'exploitation du site situé 1004, rue Roussanne à Orange (84 100) de la société CHIMIREC MALO ;
- VU l'arrêté préfectoral du 02 mars 2020 donnant délégation de signature à M. Christian GUYARD, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- VU le récépissé de changement d'exploitant du 22 mars 2007 actant de l'exploitation par la société CHIMIREC MALO depuis le 1<sup>er</sup> février 2007, de l'installation de traitement, de transit et de regroupement de déchets industriels en zone industrielle du Coudoulet, en lieu et place de la SARL TTC MALO ;
- VU le courrier du 26 septembre 2018 par lequel la société CHIMIREC MALO informait le Préfet de la cessation d'activité de son site du Coudoulet à Orange ;
- VU le courrier du 14 février 2019 de la société CHIMIREC MALO au Préfet, accompagné des rapports suivants :
  - Mémoire de cessation d'activité, GINGER BURGEAP, réf : CESISE182403/RESISE08925-02 du 29 janvier 2019 ;
  - Diagnostic de la qualité des sols – Plan de gestion dans le cadre de la cessation d'activité, GINGER BURGEAP, réf : CESISE182403/RESISE08859-02 du 29 janvier 2019 ;
- VU les rapports de l'inspecteur de l'environnement des 11 juin et 27 décembre 2019 ;
- VU le projet d'arrêté préfectoral instituant des servitudes d'utilité publique, porté à la connaissance de la société CHIMIREC MALO, en tant qu'ancien exploitant et propriétaire des parcelles concernées par l'arrêté, et à la commune d'ORANGE par courriers du 1<sup>er</sup> juillet 2019 ;
- VU l'absence d'observation de la part de la société CHIMIREC MALO sur le projet d'arrêté susmentionné ;
- VU la délibération en date du 24 septembre 2019 du conseil municipal d'ORANGE, dans laquelle il émet un avis favorable sur le projet d'arrêté susmentionné ;
- VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 02 juillet 2020 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement de prendre des mesures en vue d'assurer le maintien dans le temps des dispositions prises et la surveillance de l'ancien site exploité par la société CHIMIREC MALO – site du Coudoulet à ORANGE ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient à cette fin de limiter ou d'interdire des modifications de l'état du sol et du sous-sol, d'en limiter les usages, compte tenu de la présence d'hydrocarbures dans les sols et de nitrates et d'AOX dans les eaux souterraines ;

**CONSIDÉRANT** qu'afin de garder en mémoire les impacts résiduels et d'assurer dans le temps la compatibilité entre les travaux de réhabilitation et les usages des terrains définis au présent arrêté, ainsi que la préservation des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, le Préfet peut instituer des servitudes d'utilité publique, par arrêté préfectoral pris après avis du Conseil départemental de l'environnement, et des risques sanitaires et technologiques ;

**CONSIDÉRANT** que, conformément à l'article L.556-1 du code de l'environnement, en cas de changement d'usage, lorsqu'un usage différent de celui prévu au présent arrêté est ultérieurement envisagé, le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage doit définir des mesures de gestion de la pollution des sols et les mettre en œuvre afin d'assurer la compatibilité entre l'état des sols et la protection de la sécurité, de la santé ou de la salubrité publiques, l'agriculture et l'environnement au regard du nouvel usage projeté. Le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage fait attester de cette prise en compte par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, conformément à une norme définie par arrêté du ministre chargé de l'environnement, ou équivalent. Le cas échéant, cette attestation est jointe au dossier de demande de permis de construire ou d'aménager ;

**CONSIDÉRANT** que l'appartenance des terrains à un nombre limité de propriétaire permet, en application de l'article L.515-12-3ème alinéa du Code de l'environnement, de procéder à la consultation écrite des propriétaires par substitution à la procédure d'enquête publique prévue par l'article L.515-9, et que cette consultation a été réalisée;

**SUR** proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1 : DELIMITATIONS DES ZONES GREVEES DE SERVITUDES**

Des restrictions d'usage sont instituées sur les parcelles ci-après du cadastre de la commune d'ORANGE, à l'intérieur du périmètre défini sur le plan annexé au présent arrêté (annexe 1).

Section	Parcelles
BY	N° 105, 106 et 107

Les dispositions du présent arrêté préfectoral s'appliquent sans préjudice des dispositions de l'article L.556-1 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 2 : NATURE DES RESTRICTIONS D'USAGE**

### ***Détermination des usages au moment de la mise en place de la restriction d'usage***

Les terrains constituant les zones figurant sur le plan joint annexé au présent arrêté (annexe 1) ont été réhabilités de sorte à pouvoir accueillir les usages suivants : usage industriel.

### ***Situation environnementale du site***

Les sols des terrains visés par la présente restriction d'usage contiennent localement des hydrocarbures. Les eaux souterraines au droit desdits terrains présentent ponctuellement des concentrations en nitrates et AOX supérieures au bruit de fond local.

### ***Conservation des recouvrements***

Les recouvrements (dalles béton et enrobés) localisés sur le plan annexé au présent arrêté (annexe 1) doivent être maintenus en place et entretenus afin d'assurer durablement le confinement de la pollution.

### ***Interdiction d'occupation permanente des sous-sols***

Aucun poste de travail permanent, aucun local à usage d'hébergement ou de logement, ne sera aménagé en sous-sol.

### ***Interdiction des cultures ou production végétales***

La culture de végétaux à des fins de consommation alimentaire (humaine ou animale) est strictement interdite sur l'ensemble du site.

### ***Interdiction d'utilisation de la nappe***

Tout pompage, toute utilisation de l'eau de la nappe au droit du site doit faire l'objet d'une étude démontrant la compatibilité de l'eau et des usages envisagés.

### ***Protection des canalisations d'eau potable***

Les canalisations d'eau potable seront isolées des terres potentiellement contaminées par une protection appropriée ou seront prévues dans un matériau interdisant l'éventuelle migration des polluants extérieurs dans l'eau qu'elles contiennent.

### ***Précautions pour les tiers intervenant sur le site***

Lors d'éventuels travaux d'affouillement ou d'excavation de sols, la prise en compte et mise en œuvre de mesures adéquates d'hygiène et de sécurité, devront être assurées pour les travailleurs.

### ***Servitude d'accès***

L'accès au site devra être assuré à tout moment aux représentants de l'État.

Un accès aux ouvrages de surveillance de la qualité des eaux souterraines listés ci-après et un droit d'intervention sont laissés en permanence aux personnes désignées par la société CHIMIREC MALO ou aux agents en charge de l'Inspection de l'environnement.

Les ouvrages concernés sont les piézomètres PzA, PzB et PzC et les forages F1, F2bis, F6 et F7, localisés sur le plan annexé au présent arrêté (annexe 2).

Dans le cas où des ouvrages seraient endommagés par la réalisation de travaux sur le site, ils devront être remplacés par le propriétaire du site ou l'acquéreur.

### ***Interventions sur le site***

En cas d'affouillement ou d'excavation de sols, les travaux seront suivis en permanence par une personne ou un organisme qualifié, afin de contrôler en permanence la pollution éventuelle des terres ou sols excavés.

Ces travaux, et plus généralement toute intervention sur le site, ne doivent pas avoir pour effet de remobiliser, solubiliser, ou faire migrer les polluants ou matériaux présents dans les sols vers les eaux de surface, les eaux souterraines ou l'air.

Les terres ou autres matériaux qui sont excavés dans ce cadre et qui ne peuvent pas être réutilisés au droit du site dans des conditions environnementales satisfaisantes doivent faire l'objet d'une gestion adaptée, et en particulier d'analyses, dans le but de déterminer leur voie d'élimination, conformément à la réglementation applicable.

### ***Encadrement des modifications d'usage***

Dans le cadre de projets d'aménagement en vue d'un usage différent de celui mentionné à l'article 1<sup>er</sup>, une information de l'État sera réalisée au moins 6 mois à l'avance de toute intention de changement d'affectation des sols. Cette information est accompagnée d'une étude garantissant l'absence de risque pour la santé et l'environnement en fonction des travaux projetés, de l'usage envisagé et de l'état du site, ou dans le cas contraire, proposant de nouveaux travaux de réhabilitation afin de garantir cette absence de risque. Cette étude pourra s'appuyer sur la méthodologie nationale du Ministère en charge de l'environnement, et notamment les prestations « étude de l'interprétation de l'état des milieux » et « plan de gestion » de la norme NF X31-620-2. Les travaux de dépollution ne pourront être effectués qu'après accord du Préfet. Ils devront être terminés préalablement à la réalisation du projet d'aménagement.

### ***Information des tiers***

Si les parcelles considérées à l'article 1<sup>er</sup> font l'objet d'une mise à disposition à un tiers (notamment exploitant, locataire), à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire s'engage à informer les occupants sur les restrictions d'usage visées à l'article 2 en les obligeant à les respecter notamment en mentionnant leur respect dans des documents contractuels écrits. En conséquence, aucune mise à disposition reposant sur un accord oral, de tout ou partie des parcelles considérées à l'article 1 du présent arrêté n'est autorisée.

Le propriétaire s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des parcelles considérées, à dénoncer au nouvel ayant droit, les restrictions d'usage dont elles sont grevées, en obligeant ledit ayant-droit à les respecter en ses lieux et place.

### **ARTICLE 3 : LEVÉE DES SERVITUDES**

Les présentes servitudes ne pourront être modifiées ou levées, dans les conditions prévues par l'article L.515-12 du code de l'environnement, qu'en cas de suppression des causes ayant rendu nécessaire leur instauration et après accord préalable du Préfet de Vaucluse.

### **ARTICLE 4 : INFORMATION**

Toute transaction immobilière, totale ou partielle doit être portée à la connaissance du Préfet de Vaucluse.

Le futur acquéreur doit être informé dans les conditions de l'article L.514-20 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 5 : TRANSCRIPTION**

En vertu des dispositions de l'article L. 515-10 du Code de l'Environnement, des articles L.121-2 et L.126-1 du Code de l'Urbanisme et de l'article 36-2 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, les présentes servitudes doivent être annexées aux documents d'urbanisme et inscrites au service de la publicité foncière.

Les présentes servitudes seront notamment annexées au Plan Local d'Urbanisme de la commune d'ORANGE.

Le maire de la commune d'ORANGE est tenu de procéder à la mise à jour des servitudes d'utilité publique aux conditions définies aux articles L.126-1, R.126-1 et suivants et R.123-22 du code de l'urbanisme dans un délai de trois mois à compter de la publication du présent arrêté.

La procédure, à mener auprès du service de publicité foncière, prévue à l'article R.515-31-7 du code de l'environnement ainsi que les frais financiers afférents sont pris en charge par la société CHIMIREC MALO, ancien exploitant des installations. Les justificatifs de la publication au service de la publicité foncière sont transmis au Préfet de Vaucluse dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### **ARTICLE 6 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 NÎMES cedex 09 :

- Dans un délai maximal de deux mois suivant le 23 juin 2020 inclus, conformément à l'ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours Citoyens" accessible par le site Internet : " [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ".

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

#### **ARTICLE 7 : PUBLICITE**

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de quatre mois.

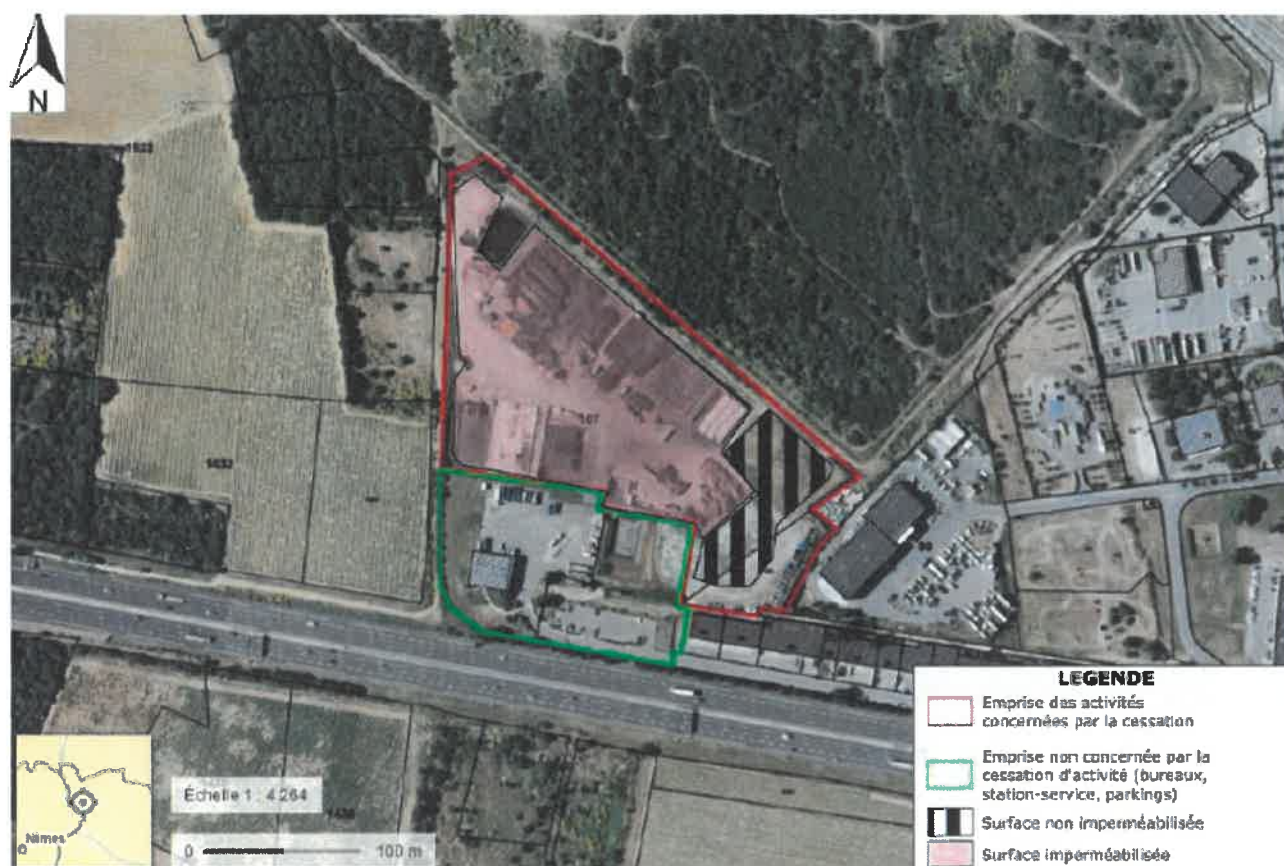
#### **ARTICLE 8 :**

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le sous-préfet de Carpentras, le directeur départemental de la protection des populations, le maire d'Orange, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au maire d'Orange, à l'exploitant et propriétaire des parcelles visées à l'article 1er, aux titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit.

Pour le préfet,  
le secrétaire général,  
  
Christian GUYARD



## Annexe 1 - Délimitation en rouge des zones grevées de servitudes et emplacement des surfaces couvertes (dalles béton, enrobés)



## Annexe 2 – Emplacement des ouvrages de surveillance des eaux souterraines

